

le libertaire

Administration : PIERRE LENTENTE
9, Rue Louis-Blanc, PARIS (10^e)

QUOTIDIEN ANARCHISTE

A partir de 20 heures : Téléphone Gutenberg 26-55

Rédaction : ANDRE COLOMER
123, Rue Montmartre, PARIS (2^e)

Se tirer dans le dos

Nous sommes un petit nombre, épars, disséminés, perdus dans la forêt obscure de l'autoritarisme sociétai. Nous errons parmi des millions d'êtres hostiles, exposés à toutes sortes d'embûches et de pièges, offerts à la vindicte des gouvernements et au mouchardage des gouvernements. On a édicté contre nous des lois qui nous placent hors du droit commun. Nous sommes à la merci d'un décret ministériel, d'une fantaisie policière, d'un caprice de procureur général. Qu'il arrive une guerre, qu'éclate un coup d'Etat et nous ne savons pas, pour chacun de nous, ce que sera le lendemain : emprisonnement, camp de concentration, déportation. Nous sommes différents de tempérament et de constitution les uns des autres. Nous n'avons pas toujours le même point de vue sur les applications pratiques de la thèse anarchiste. Un ciment commun nous relie cependant : la négation de l'utilité de l'autorité, de l'utilité de l'intervention des institutions d'ordre anarchiste dans les rapports ou les accords que les humains peuvent établir ou conclure entre eux. Cette négation du principe d'autorité implique un combat incessant contre les manifestations autoritaires et pour le livrer nous sommes venus des quatre points de l'horizon intellectuel et moral. Nos atavismes, notre éducation ne sont pas semblables. Nos meurs et notre façon de nous conduire s'en ressentent forcément.

Malgré cette différenciation, l'idée de la république à l'autorité nous réunit si fortement qu'elle relève au second plan les nuances et les teintes de nos conceptions personnelles de la vie anarchiste.

Nos journaux ont un tirage infime par rapport aux grands organes de la presse bourgeoise. Nous ne sommes jamais certains, à part rares exceptions, que le numéro actuellement sous presse ne sera pas le dernier que nous publierons ; nous ne sommes jamais sûrs de trouver parmi ceux qui disent partager plus ou moins nos opinions l'appui financier qui nous permettrait d'intensifier notre propagande comme nous le voudrions pour qu'elle ait une répercussion sérieuse sur la mentalité ambiante. Faute d'argent, que de mensonges sociaux, que de préjugés individuels n'avons-nous pu attaquer que mollement et sans esprit de suite ! Que de brochures et de volumes demeurent inachevés ou inédits, faute de ressources !

La presse autoritaire, le gouvernement, nos ennemis de droite et nos adversaires de gauche et d'extrême-gau-

che n'ignorent pas cette situation précaire. Ils nous épient, ils nous guettent, ils sont à l'affût des malentendus qui peuvent surgir en notre milieu particulier. Ils sont toujours prêts à s'en saisir pour les dénaturer et les utiliser contre notre propagande.

**

Nous sommes, les uns et les autres, dans l'obligation fréquente de faire des concessions au milieu ambiant, aux institutions qui le régissent. Il est évident que les concessions sont choses dont il ne convient pas de se féliciter et qu'il faut individuellement s'efforcer de réduire toujours plus. Cependant, sans ces concessions, nous ne saurions exister ou subsister. Mais, justement, parce que nos natures sont divergentes, nous n'agissons pas de même façon à l'égard des concessions que nous sommes appelés à consentir à l'ambiance sociale. Il appartient à chacun de déterminer jusqu'à quel point il peut descendre en fait de « concessions » pour ne pas perdre sa puissance de réaction contre l'empêtrage de l'autorité, contre l'influence des modes de penser et d'agir d'autrui. C'est assez difficile et il faut infinité de discernement et de tact pour ne pas se laisser glisser sur la pente. Mais il convient de laisser, dans ce domaine-ci comme dans les autres, chacun faire ses propres expériences. Et je crois mal qu'on se serve de ce qu'on peut avoir appris sur les concessions qu'un camarade peut consentir au milieu pour le signaler nominalement et s'efforcer de lui nuire.

**

Je ne puis concevoir que, collaborant à une même œuvre de propagande, on établisse en public les faiblesses de ses coéquipiers dont, par ailleurs, la probité intellectuelle ou la sincérité de pensée est indiscutables. Je comprends qu'on réfute les idées, qu'on discute les opinions, qu'on examine les propositions de se comporter en telle ou telle circonstance, mais je préférerais qu'il est injustifiable de se servir de ce qu'on vous a confié, par exemple, pour essayer de rabaisser dans l'estime des lecteurs d'un journal un camarade qui n'a jamais fait appel aux institutions légitimes pour régler ses conflits ou ses litiges avec ses amis d'idées. Il me dépasse qu'on fournit, par l'étagage d'inconsequences qui ne portent tort après tout qu'à celui qui s'y abaisse, un alibi ou une arme à nos ennemis bourgeois ou autoritaires. Et c'est cela que j'appelle *se tirer dans le dos*.

E. ARMAND.

LA LUTTE POUR L'EXISTENCE

20.000 grévistes à Paris

DANS LA METALLURGIE

Chez Citroën

La journée d'hier a été propice aux méditations. Les ouvriers reprenaient la lutte sans farfante, mais sans faiblesse. Ils ne chôment pas pour se promener et pour entendre des discours, ils ont été jetés à la rue par la rapacité patronale.

M. Citroën veut-il être le cobaye d'une expérience tentée par le Consortium patronal de la région parisienne ? Veut-il voir les ouvriers de ses annexes de Saint-Charles, Suresnes, Puteaux, Saint-Cloud, Issy-les-Moulineaux se déclarer solidaires des usines de Javel et de Levallois ?

La journée d'aujourd'hui aura une haute signification pour les affameurs. Rappelons qu'il y a une réunion générale ce matin à 9 heures, 33, rue Grange-aux-Belles, Paris.

Une assemblée spéciale est convoquée pour les ouvriers de l'usine de Levallois à 9 heures ce matin, à la Maison Communale, rue Cavé, Levallois-Perret.

Chez Panhard-Levassor

La direction des usines Panhard-Levassor, avenue d'Ivry, est-elle jalouse des exploitations de Citroën, ou veut-elle contribuer au réveil du prolétariat métallurgiste ? Elle vient de congédier 10 camarades, membres du Comité d'usine.

La maison Panhard croit-elle que cette insolence va passer comme une lettre à la poste ? Croit-elle que les discussions des « chefs » syndicaux et politiciens vont empêcher les ouvriers de défendre en bloc leurs intérêts communs, qui n'ont rien à voir avec les tendances ?

Une réponse lui sera donnée ce soir, à 18 heures, salle de l'Utilité sociale, 94, boulevard Blanqui, où une grande réunion est organisée pour tout le personnel de chez Panhard.

(Voir en 3^e page la suite des Grèves.)

Pour Goldsky

Le Meeting de Saint-Ouen

C'est en grand nombre que les travailleurs de Saint-Ouen et les hommes de cœur avaient répondu à l'appel des organisateurs du meeting en faveur de Goldsky, l'innocent, qui, depuis sept ans, souffre dans sa chair et dans son cœur parce que M. Léon Daudet et sa bande de calomniateurs l'ont voulu ainsi.

A l'issue de ce meeting, l'ordre du jour suivant fut voté :

Les travailleurs de Saint-Ouen réunis à la salle des Fêtes de la mairie de Saint-Ouen le 16 février 1924, après avoir entendu le citoyen Verfeuil ; Pierre Löwel, défenseur de Goldsky ; Dormoy ; Georges Pioch, protestent énergiquement contre la condamnation pour délit d'opinion du citoyen Goldsky et contre son maintien en prison, après sept ans de bagne.

Ils réclament à la fois sa libération et la révision de son procès.

Ils demandent également la mise en liberté de Jeanne Morand, condamnée, elle aussi, pour délit d'opinion, et réclamée par sa mère mourante.

Ils réclament enfin l'amnistie pour toutes les victimes de la justice bourgeoisie et des conseils de guerre.

Feuilles épars

...Et voici, fort à propos, l'autre histoire. Elle découlle logiquement de la précédente, en est comme le complément direct. Mais, cette fois, le patriotisme intégral, c'est-à-dire féroce et stupide, est en jeu.

Nos nationalistes sont stupéfaits que tout le monde ne prenne pas au sérieux leurs calamités, que des hommes croient à la réelle misère allemande. Ils sont effarés que ces hommes, de mauvais Français, évidemment dédaignent leurs inépties et poussent l'inconscience jusqu'à vouloir réunir quelque argent destiné à soulager les infortunes d'au-delà du Rhin.

Aussi, Romain Rolland, qui vient de prendre la jouable initiative d'adresser au peuple français un appel en ce sens, écopé-t-il un peu partout. Et Pierre Hamp, Ferdinand Buisson, Charles Gide, Marc Sangnier, d'autres personnalités encore, ayant signé cet appel, ne sont-ils pas davantage épargnés ?

Ce n'est plus même de la stupidité et de l'effarement qui empêignent nos patriotes, c'est du courroux ! Du courroux dissimulé, contenu, qui n'explose pas encore en imprécations grossières et en cris de haine, mais que, sous les allusions perfides et les insinuations venimeuses, l'on sent plein de colère, de rage et de dépit.

Pour l'instant, on se borne à ironiser péniblement sur la naïveté de ceux qui découvrent les pauvres d'Allemagne sans voir les pauvres de France. Et l'on oppose aux Allemands pauvres — on admet aujourd'hui, bien à regret, qu'il y en a — les Allemands riches que se goinfrent et se saoulent sans vergogne.

Il nous serait trop facile d'opposer, à notre tour, le Français misérable au Français costumé. La « délicatesse » de celui-ci n'est pas inférieure à la « bestialité » de l'Allemand fortuné. Paris la nuit en témoigne : clochards d'une part et noceurs de l'autre...

Le contraste est flagrant. Mais ce n'est point parce qu'il révolte les sentiments humains de trop rares individualités, que celles-ci n'ont pas à se préoccuper d'atténuer des détresses encore plus grandes que celles côtoyées chaque jour. Les hommes sensés n'ont pas à choisir entre la détresse française et la détresse allemande. Ils ne veulent connaître que la Détresse. Et y apporter, comme un baume, un peu de Solidarité, de Fraternité.

Des patriotes ne comprendront jamais cela. Qu'ils nous prouvent une fois de plus que le patriotisme est fermé, même à la gêne, c'est tant mieux ! Nous sommes fiers de ne pas être des leurs. — Marcel TOUNAY.

UN GRÉVICULTEUR



CHERON. — Le pain à vingt-cinq sous. Ce n'est qu'un début. Vous allez en voir bien d'autres !

ABONNEMENTS

POUR LA FRANCE	POUR L'EXTRÉMIER
Un an..... 64 fr	Un an..... 96 fr
Six mois... 32 fr	Six mois... 48 fr
Trois mois 16 fr	Trois mois 24 fr
Chèque postal Ferandel 586-65	

Les anarchistes veulent instaurer un milieu social qui assure chaque individu le maximum de bien-être et de liberté adéquat à chaque époque.

AU SEUIL DE SON SACRIFICE

qu'elle disait, avant son procès, avec cette illusion gardée sur la justice qui la fit se rendre en appel : « On ne peut rien sur moi. Mais si je pouvais croire d'être condamnée, fût-ce à un an, je me tuerais plutôt que de me rendre... »

C'est que les prisons de France sont d'une douceur hypocrite, il faut y entrer un beau dimanche de mai plein de soleil, pour comprendre la mort lente entre les murs impitoyables mais tranquilles... Et nos camarades ont assez l'habitude du recueillement, le goût de la solitude et de l'étude pour ne pas trop craindre cette vie... « d'intérieur » tant qu'ils n'ont pas souffert comme il leur arrive presque toujours de souffrir, les tourments actuels de Jeanne Morand... On ose appeler les anarchistes des moines ! Quelquefois ! Mais des moines qui n'auraient renoncé à aucun lien, à aucune affection, et supportent, au régime politique, ces supplices atroces qu'on se garde bien d'imager. On est là, entre les murs, les murs exécrables, et là-bas, à quelque pas de vous, ou très loin... une femme, un enfant, un ami sont mourants... Alors, on maudit la « Santé », comme Jeanne Morand, par expérience et par instinct, maudissant déjà toutes les prisons... En Espagne, elle avait passé trois jours dans la cellule des condamnés à mort. Elle avait entendu, contre le mur de la prison, battre le flot des travailleurs réclamant leur amie. Si les cellules des condamnés à mort sont sinistres de par le monde, celles d'Espagne plus fortement doivent paraître horribles. Car, nulle part, on ne sent comme en Espagne l'horrible de la douleur... Tout le prouve : l'art, les institutions, les coutumes, les façons d'aimer et de croire... Je me souviens d'une impression pénible éprouvée un jour que je visitais, en Catalogne, la main de ma fille aînée dans la mienne, une église dominant un village. Je restai, immobilisé, devant cette Vierge à l'Enfant-Jésus toute vêtue de crêpe. Mes yeux, habitués aux robes étoilées des vierges de France, aux robes bleues et pourpres des madones italiennes, eurent une révolte triste contre ce noir. Et je songeai... Mais Marie n'était pas en deuil, dans l'enfance de Jésus ; Jésus, homme, mourut à trente-trois ans... Je compris, six mois plus tard, la Vierge en noir, quand je perdis ma fille. Il en est, en Espagne, des prisons comme des autres créations humaines. Et Jeanne Morand comprit là-bas, en quelques jours, l'horrible mal des geôles. Elle devait pourtant subir d'autres épreuves...

Demain, donc, ou après-demain, elle commencera la grève de la faim. Ce que plusieurs amis firent pour elle, Jeanne Morand le fera pour sa mère... Demain, ses poings fermés, crispés, s'ouvriront. Ses mains qui n'ont eu peur ni des pattes des cognes, ni des menottes, retomberont le long d'elle-même. L'angoisse continuera de l'entreindre. Sa colère s'apaisera dans la décision calme d'en sortir et de mourir... Et, en attendant le bon vouloir de M. Colrat (le bon vouloir est, par définition, le volonté forcé, ce qu'on finit par vouloir quand on ne peut plus faire autrement), qui gagnera, qui sera maître du temps : la mort qui guette la mère paralysée, ou Jeanne Morand, qui veut soigner sa mère ?

HAUTECLARE.

La grève des Dockers anglais est générale

La capacité du patronat n'a pas de bornes. Malgré les bénéfices scandaleux réalisés, pendant et après la guerre, par les compagnies de navigation, les armateurs prétendent affamer leur personnel et refuser à celui-ci un salaire suffisant relativement à leur charge de la vie.

Les dockers qui se sont mis en grève, afin de faire triompher leurs revendications, réclament une augmentation journalière de 2 shillings.

Les patrons refusent ? Les ouvriers anglais, avec une discipline remarquable, engagent la lutte. Tout le monde est dehors et le capitalisme cédera, car l'organisation des dockers est puissante, et que ceux-ci ne reprendront le travail que lorsqu'ils auront obtenu satisfaction.

120.000 hommes sont sortis. Les ports sont déjà bloqués et les quais des grandes cités maritimes sont déserts.

Deux shillings par jour, messieurs les patrons, sans quoi la situation se corsera. L'Angleterre sera vite affamée et le peuple entier grondera, vous obligera de répondre favorablement à la demande des dockers.

Faites-le donc de suite, ce sera plus simple.

Le lendemain du Grand Soir

Le lendemain du Grand Soir était enfin arrivé. La lutte avait été dure, non pas avec les « piliers » de la bourgeoisie, mais avec différentes catégories du « résistants »

Le vieux régime s'était effondré de lui-même. Nogo-Sanga avait renversé Poincaré, la livre avait fait évanouir le dernier des francs, les patates étaient tellement montées haut, que les tons bouges descendirent de Belleville, de Ménilmontant, de Montmartre et de Montrouge, vers le centre. La préfecture avait été prise sans coup férir. Les agents et les gardes avaient été habillés en éclarlate et dirigés rue Grange-aux-Belles où s'était barricadé le dernier carré syndicaliste.

Ces imbéciles — les syndicalistes — voulaient faire une révolution impossible. Ils voulaient diriger eux-mêmes leur production, supprimer l'Etat, la police, la magistrature, l'armée, et organiser des communautés et des régions, suivant le système fédéraliste. Pour cela, ils avaient pris possession des usines, des chemins de fer, des magasins généraux, etc. Il fallut les attaquer avec de la grosse artillerie et des gaz, et les ensevelir sous les ruines. Les survivants s'étaient réfugiés à la Grange-aux-Belles. Ils furent collés au mur gauche de la grande salle, et fusillés au pied d'une statue de la Liberté. Ce fut le Mur des Fédéralistes.

**

Le lendemain du Grand Soir était enfin arrivé. Paris manquait de pain, la campagne murmurait, les ouvriers ne voulaient pas reprendre le travail. Le comité-directeur tint conseil.

Devant ses disciples émerveillés, Bois dessina le plan d'une société russe, en plantant des petits drapeaux rouges sur les édifices.

Bouillant-Couturier fit un discours, et Machin pondit un article pour adapter sa personnalité à la situation. Pierre Monnay fuma une pipe, tandis que le bonnetier Isaac fabriquait une paire de chaussures... russes avec la dernière « liguette » de Pauvre.

Lagourde trisa un appareil téléphonique en voulant rétablir les communications. Homard était monté sur une locomotive et l'avait démolie dans un heurt. Le maréchal Treintsky voulait partir pour la Pologne et y fonder une vraie république de camarades... russes avec la dernière « liguette » de Pauvre.

Malgré ces actions d'éclat, le conseil était fort embêté lorsque Jean Brécot parut, accompagné de Suzette Girofle, promue au poste de directrice de la Tchéka. Le citoyen « 1910 », comme l'appelaient ses intimes, déclara : « Vous n'avez qu'à décretter la reprise du travail et mobiliser les ouvriers. Je me charge, avec deux gardes rouges, de porter les ordres de mobilisation à domicile. »

Cette proposition énergique ne fut pas retenue. Le conseil était de plus en plus perplexe. Comment réorganiser la production et assurer la consommation ?

Le sympathisant Piètre — ou le Piètre sympathisant — prit alors la parole sans ambiguïtés : « Camarades, nous sommes tous des consommateurs ; si nous voulons continuer à consommer, il nous faut des producteurs, et nous devons les chercher ailleurs qu'ici. Il faut faire une visite dans les hôpitaux auprès des blessés, et sauver les derniers syndicalistes. »

Hélas, c'était trop tard. Les derniers syndicalistes, anarchistes du reformards, avaient été transportés à la morgue, et leurs dépouilles servaient aux professeurs Lévit et Tréboscovici pour démontrer cette vérité scientifique : la vidange des boyaux par le néo-marxisme intégral.

**

Le lendemain du Grand Soir était arrivé. La matinée avait été égayée par les dernières flammes rouges de la révolution. Un autre soir approchait qui n'était pas brillant, le crépuscule était venu, gris et sombre.

Le comité-directeur délibérait toujours sur le manque de pain à Paris, sur l'hostilité des paysans et sur la révolte des ouvriers. Le dessinateur, la face hébétée, suivait son crayon. L'orateur se parlait à lui-même, personne ne voulant plus l'entendre. L'encrier était vide, et l'écrivain aussi. Le fumeur avait cassé sa pipe. Les « élites » se tournaient les pouces et le dos, ce pendant que Suzette tirait la langue à Brécotin qui serrait sa ceinture.

Le généralissime faisait son baluchon. Le sympathisant était navré.

**

Le lendemain soir du Grand Soir était arrivé. Situation incertaine, sauf que la nuit était venue, une vraie nuit de la vieille époque capitaliste.

Le Grand Conseil délibérait encore. Bois était monté sur une échelle pour sucer son doigt. Le parleur s'était tu. Le rédacteur était assis sur les vingt-et-une conditions. Jean avait piqué une crise, et il subissait, triste retour des choses, la dictature de ses lieutenants. Suzette était partie avec le militaire. Piétreff était à l'écart.

Minuit, l'heure du crime et des farces. Il n'y a plus qu'un nain sur un escabeau, et une ombre sympathisante. Et l'on entendit ce soliloque du jiliputien : « S'il n'en reste qu'un, je serai celui-là. La révolution continue, ce décret la N. E. P. »

L'ombre de l'ombre, de plus en plus indécise, disparut en exhalant cet ultime soupir : « Je crois bien qu'ils ont tué la révolution, en tuant le syndicalisme ! »

**

Le lendemain du Grand Soir était arrivé. La Né fonctionnait, et la misère aussi. Les paysans reprenaient la charrue, et les ouvriers les outils. La société, poussée par l'instinct de conservation, continuait sa lamentable existence. Les cabotins du grand drame jouaient aux conducteurs de peuples.

Un Esquimaux, qui voyait la « civilisation » pour la deuxième fois, retourna bien vite au Pôle Nord en disant : « Mais il n'y a rien de changé dans le vieux continent, sauf les couleurs et les chefs. C'est comme chez nous, il y a toujours des pêcheurs et des phoques. En fait de révolution, ces pauvres indigènes n'ont connu qu'une petite et très fugitive aurore boréale. »

PAUVRE JACQUES.

Au Salon des Indépendants

TROISIÈME VISITE

Helen Hewitt peint de curieux types de la vieille Angleterre, avec un réel talent descriptif.

Les toiles d'André HOFER témoignent d'une grande puissance constructive.

Edouard GOERG présente deux toiles remarquables. Dans *Le Gourmand*, l'animation du personnage et de ses compagnons provient vraiment des « bonnes choses » qui les entourent. Il y a de la gourmandise dans l'atmosphère. Les *Boulevards* se mouvent. Il y a là un admirable effort pour exprimer le déplacement des masses. Goerg fait vivre la rue : les voitures roulent, les passants marchent.

Allez voir le *Port*, d'André LHORE. L'artiste ne s'est pas placé devant un paysage pour le fixer, l'arrêter. Comme Goerg, il voulut transposer la vie d'un moment, en utilisant les volumes d'un lieu. Voici des bateaux qui évoluent, d'autres qui accostent : cela grouille, d'activité.

Quelle variété d'expression chez André LHOËT ! Quand on se rappelle son bal populaire de l'an passé, et que l'on goûte le charme vivant de ce *Port*, on se dit que celui qui peut à la fois ces deux œuvres est un grand artiste.

Nous voici au pays de la lumière. Georges MAILLIZIE inonde d'une chaude nappe violente son *Sous l'arbre*.

René MARCA a le sens de la vie décorative. J'aimerais avoir dans une claire maison au plafond haut, au-dessus des portes d'une salle de repos, ses deux toiles rondes : le *Désassemble* et le *Brewage*, où chantent les lignes sautées volontueuses et les tons enjoués de ses femmes multicoles.

Yvonne MARESCHAL fait travailler, d'un beau mouvement robuste, dans les grands bleus en plein soleil, ses *Faucheurs*.

Jean-Dominique MARIN est bien chez lui. Il met dans ses œuvres toute la vie intense, stridente, passionnée de la Corse. J'aime sa grande figure de « ragazza bleu » à la chair tannée de soleil et aux « yeux bleus ».

D'Henry MARROT, le *Parc de Saint-Cloud*, jeu très vivant de bleus et deverts qu'alimente dans le *Robe jaune* on retrouve les mêmes qualités de solidité et harmonieuse composition, de coloris lumineux.

René MENDES-FRANCE est un poète qui s'exprime en peinture. Quels charmes divers nous aimons dans ces deux tableaux séduisants par leur chanson. L'un, *l'Etranger*, représente, assis dans un bar nocturne, devant une ménite verte, un grand nègre aux cheveux dressés qui contemplent naïvement deux petites femmes debout à côté de lui. L'autre, *l'Aveugle*, joue à la chaise tannée de soleil et aux « yeux bleus ».

Et puis, je m'adresse aussi aux femmes qui savent coudre ou tricoter : je leur demande d'aider, si elles ont un peu de loisirs, celles qui sont plus pauvres qu'elles.

Ainsi, tous et toutes, nous serons heureux d'avoir fait preuve d'un peu de bonté — d'abord pour l'enfant et la mère — et ensuite pour notre idéal, pour l'anarchie.

Pour les mômes

Je causais hier avec une maman. (Elle ne m'a pas interdit de citer son nom mais la discrétion veut que je le taise). Cette maman — une maman plus vieille que jeune, hélas ! — se lamentait.

« Les femmes sont bêtes. Au lieu de s'unir, celles qui savent coudre et confectionner des effets d'enfants, s'ignorent par paresse — par égoïsme — ou parce que rien ne les rapproche. Nul ne leur signale les misères, où même les familles ou l'on tire le diable par la queue ». Quelques-unes de ces femmes ne veulent rien faire. Mais tant d'autres qui voudraient faire ne peuvent pas ou font trop peu, selon leur cœur ! »

Ainsi, à peu près, me dit la maman ; une maman dont les enfants sont grands, qui eut du mal à les élever, étant toujours en lutte contre les lois, les convenances qu'en dira-t-on.

Cette maman fait déjà tout ce qu'elle peut, sous forme de brassières, de bas, de chaussons, que sais-je ? pour les crèches ou autres œuvres durant ses loisirs restreints. Mais elle se désole de ne pas faire davantage encore.

J'ai dit : « Veux-tu que je trouve des mères, dont les mamans seraient heureuses d'être un peu aidées ? »

Sur son affirmation :

— Et dans quel milieu ?

— Dans tous !

— Même chez les anarchistes ?...

Elle haussa les épaules. Quoique bourgeoisie, elle est sage et sensée — très sage et très sensée. « Les petits gosses sont les mêmes partout. Le parti m'est égal. Mon parti à moi, c'est le parti à secourir ; c'est celui de la médiocrité pécuniaire. Mon parti, c'est le parti où l'on souffre ! »

Alors, j'ai embrassé la maman.

Et puis, j'ai écrit ces lignes. Et puis, maintenant, je m'adresse à tous ceux qui connaissent des mamans qui ont du mal à élever leurs petits ; des mamans qui travaillent pour un patron et n'ont pas le temps de faire des vêtements à leurs gosses. Je leur demande de m'écrire au journal, de me donner l'âge et le sexe de ces mères qui souffrent ; la maman que je connais fera tout ce qu'elle peut pour eux...

Écrivez-moi, camarades.

Et puis, je m'adresse aussi aux femmes qui savent coudre ou tricoter : je leur demande d'aider, si elles ont un peu de loisirs, celles qui sont plus pauvres qu'elles.

Ainsi, tous et toutes, nous serons heureux d'avoir fait preuve d'un peu de bonté — et ensuite pour notre idéal, pour l'anarchie.

André GAUCHOIS.

Retenons ces aveux

Lors de la discussion du double déclimat à la Chambre, le député Engerand, du Calvados et du Bloc national, a fourni quelques arguments contre le régime bourgeois :

— « Le change est toujours un prétexte à la hausse. »

— « Il y a 20 milliards de francs papier entre les mains des étrangers » (ce qui permet aux détenteurs d'influencer le change et ce qui prouve que le capital et les capitalistes n'ont pas de patrie).

— « D'autre part, il y a 3 milliards d'or cachés, avec lesquels nous pourrions racheter la moitié des francs-papier qui sont à l'étranger. »

— « La formule de notre haute métallurgie est de produire peu pour vendre cher. »

— « L'Allemagne paiera, est une formule de paresse. Il faut lui en substituer une autre : la France ouvrière paiera car les Engerand et ses pairs sont exempts de travail. »

M. Engerand a d'ailleurs indiqué. Il a prétendu inexactement que les ouvriers mineurs ne travaillaient que 6 heures et 1/2 par jour, alors qu'ils font 8 heures et plus. Il prétend qu'avec une heure de travail en plus par jour les 280 000 mineurs produiraient 5 millions de tonnes de charbon en supplément, ce qui éviterait d'acheter de la houille anglaise et économiserait sept cents millions.

Et voilà ! Les mineurs doivent payer la « victoire ». M. Engerand est d'ailleurs prêt à donner l'exemple du sacrifice, en offrant ce qu'il a de plus cher au monde : des tableaux du Louvre et de Versailles.

Chacun fait ce qu'il peut. Moi, j'offre l'image de ma première communion, avec le cadre. — B.

~~~~~

## Où aller ce soir ?

### Théâtres lyriques

OPERA — 20 h. 15 : Anfar.

OPERA-COMIQUE — 20 h., Le Jongleur de Notre-Dame; Paillasse.

VARIETES — 20 h. 30 : Ciboulette (Musique de Rinaldo Hahn).

TRIANON-LYRIQUE (boulevard Rochechouart). — 20 h., 30 : Rip.

Drames, Comédies et Genre

COMEDIE FRANCAISE. — 20 h. 30 : L'infidèle; L'Aventurière. .

ODEON. — 20 h. 30 : Le Cid; L'Epreuve.

THEATRE CORA-LAPAGERIE. — 20 h. 30 : Plus que Reine.

VAUDEVILLE. — 20 h. 30 : La Femme nue, de Henry Bataille.

NOUVEL-AMBIGU. — 20 h. 30 : Le Grillon du Foyer.

COMEDIE DES CHAMPS-ELYSEES. — Au seuil du Royaume...

THEATRE DES ARTS. — 20 h. 45 : L'Epreuve du Bonheur.

VIEUX-COLOMBIER (21, rue du Vieux-Colombier). — 20 h. 45 : Il faut que chacun soit à sa place.

MONTMARTRE-ATELIER (place Dancourt). — 20 h. 45 : Voulez-vous jouer avec moi ? Mentons bleus.

ALBERT-Jer (troupe du Canard sauvage). — 21 h. : Coq d'or.

THEATRE DES MATHURINS. — 20 h. 45 : Ce que Femme veut.

Cabarets artistiques

LES NOCTAMBULES. — A 21 h., Les chansonniers Xavier Privas, Vincent Hyspa, Jack Cazal, etc. « Ce sont les pitres », revue.

LE GAILLON. — A 21 h., La Revue.

LE GRILLON (43, boulevard Saint-Michel). — A 21 h., Les chansonniers Jean Rieux, de Soult, Remorquin, etc., et la revue « T'es bête ».

LE GRENIER DE GRINGOIRE (6, rue des Abbesses) — A 21 h., Charles d'Avray et ses chansonniers.

GI. JOURNET.

## AUX HASARDS DU CHEMIN

### Propos ♦♦♦ d'un Paria

Je viens de lire dans *Le Réveil* de l'Est une communication de La Ligue pour la Reconnaissance de l'Objection de Conscience. Je ne connaissais les buts de cette nouvelle association que par leur résumé dans l'*En Dehors*. Pour ceux qui comme moi les ignoraient, les voici dans toute leur ébonante simplicité : « De quoi s'agit-il ? De ceci : Faire légitimer par l'Etat, en temps de paix comme en temps de guerre, le refus de porter les armes, de « servir » pour l'individu à qui ses opinions philosophiques, morales ou religieuses interdisent un tel acte. »

Le principe d'objection de conscience, dit le manifeste, « peut et doit être revendiqué par tout pacifiste de cœur et d'esprit, qu'il soit anarchiste, tolstoien, libertaire, chrétien, socialiste ou simplement et purement pacifiste. »

Bien qu'un anarchiste de société future, je ne suis pas prophète, mais cela ne m'empêche pas que cette ligue originale ne trouve avant peu des nombreux adhérents — car ils sont largement ceux qui avant tout et en toutes circonstances ont ce désir, sans doute bien légitime : sauver sa peau.

Les patriotes professionnels ont suffisamment démontré, au cours de la dernière boucherie, qu'ils avaient autant que n'imagine le droit des « objecteurs » un dégoût aussi profond que

# A travers le Monde

## CE QUI SE PASSE

Ainsi que nous le prévoyons le gouvernement travailliste anglais traverse une crise de laquelle il ne sortira que difficilement. La récente déclaration de M. Mac Donald, relative à sa politique générale, a ouvert les yeux du prolétariat anglais, et le Labour Party, qui jusqu'à ce jour était solidaire en son entier du nouveau gouvernement, va se trouver divisé et le cabinet travailliste qui ne vit actuellement qu'avec le soutien du parti libéral, sera incapable d'assurer son existence sans la collaboration effective du parti travailliste entier.

Nous avons signalé l'ultimatum adressé par M. Asquith à M. Mac Donald. Un des quartiers les plus populaires de Londres, le quartier de Poplar, se trouve, grâce à sa municipalité socialiste privilégiée, dans sa distribution des secours de chômage. Certains ouvriers sans travail touchent, en raison du barème établi qui s'appuie sur le nombre d'enfants, un secours supérieur au salaire d'un ouvrier. Le budget de la municipalité se trouve de ce fait déficitaire, et des troubles ont surgi précédemment, la municipalité de Poplar refusant de payer au gouvernement la redevance que chaque commune doit à l'Etat.

Le parti libéral avec M. Asquith à sa tête insiste pour que cesse cet état de choses, et menace d'abandonner le gouvernement si celui-ci ne prend pas immédiatement des mesures à cet effet.

Mais si Mac Donald répond favorablement à l'ultimatum de M. Asquith et désavoue son ministre de l'Hygiène, M. Wheatley, qui entend ne rien abroger aux décisions de la municipalité socialiste londonienne, il ne peut le faire sans courir l'hostilité des groupes extrémistes du Labour Party, qui se désolidariseront immédiatement du gouvernement travailliste.

Il est donc clair que, d'une façon ou d'une autre, le « cabinet ouvrier » se trouve dans un cercle vicieux, duquel il ne pourra sortir. Il est condamné à vivre avec l'appui des forces bourgeois et capitalistes ou de mourir, ce qui démontre suffisamment qu'un gouvernement aussi bien intentionné soit-il ne peut absolument rien pour le bonheur du peuple.

En Allemagne la situation du Palatinat semble s'être calmée. L'état de siège et de terreur qui a été proclamé par les autorités allemandes en est sans doute la raison. La sûreté militaire a procédé à de nombreuses arrestations, et il est à redouter — comme cela se produit chaque fois qu'une autorité brusque arrête les mouvements collectifs — que la seule résultante des mesures prises sera l'action individuelle.

Tant que subsisteront les causes profondes de l'instabilité palatine, subsisteront aussi ses effets désastreux.

La guerre déchaîne toute une série de crimes qui se perpétuent même lorsqu'une paix relative est signée, car dans la société viciée que nous subissons, la paix n'est qu'une entrave entre deux guerres.

Si l'on veut sincèrement lutter contre ces effets il faut donc en détruire les causes et c'est à cette besogne que se sont attachés les anarchistes.

Esperons qu'ils réussiront.

J. G.

## ANGLETERRE

### LA PRESSE ET LA GREVE DES DOCKERS

Londres, 16 février. — Les journaux du dimanche sont davis que la grève des dockers, qu'ils déploreraient, aurait dû et aurait pu être évitée. Ils en imputent la responsabilité à l'attitude des patrons. Un organe va même jusqu'à accuser le gouvernement d'encourager de tels désordres.

Le Sunday Times estime que les revendications des dockers sont plus justifiées que ne l'étaient celles des mécaniciens et il dit qu'au début les autorités des ports et les patrons ont été mal avisés en répondant par un refus catégorique aux demandes des dockers. Toutefois, le journal aime à croire que le gouvernement saura mettre fin rapidement à la crise actuelle, dont les conséquences peuvent être des plus graves pour l'industrie anglaise.

L'Observer prévoit un blocus de l'Angleterre, blocus plus efficace que celui qu'aurait pu exercer sur le pays toute puissance étrangère. Le journal impute à la tactique gauche et mal inspirée des patrons la cause de la grève actuelle. Il en conclut que l'avènement au pouvoir d'un gouvernement travailliste constitue, somme toute, un encouragement plutôt qu'autre chose à troubler l'industrie.

Le Weekly Dispatch qualifie de désastreuse la crise actuelle et demande que une seule minute ne soit perdue en vue d'apporter un règlement de la question.

Londres, 16 février. — Les dockers de Liverpool, Plymouth, Southampton, Bristol, Glasgow du Sud du Pays de Galles et d'autres ports ont cessé le travail.

### LES TRANSPORTS SONT SOLIDAIRES

Londres, 17 février. — On annonce — mais aucun communiqué officiel n'a été fait à ce sujet, — que le comité national de grève qui a tenu son premier meeting à Westminster a voté une résolution ordonnant à tous les travailleurs des transports de refuser de camionner des marchandises en provenance ou à destination des quais et des entrepôts pendant la durée de la grève.

### LES CHEMINOTS AUSSI

Londres, 16 février. — La grève des dockers affecte immédiatement une dizaine de milliers d'hommes des docks du Sud du Pays de Galles. Dans plusieurs ports, les navires n'ont pas pu être déchargés et à mesure que les navires arriveront l'encombrement augmentera encore, les charbonnages souffriront particulièrement ; des milliers de mineurs seront réduits au chômage.

Cet après-midi, 5.000 dockers avaient cessé le travail à Glasgow ; dans le voisinage, se trouvaient près de 90 vapeurs en voie de chargements ou de déchargements.

A Liverpool et dans le voisinage, environ 30.000 dockers, plusieurs milliers de cheminots des gares de marchandise et les employés des entrepôts frigorifiques ont cessé le travail.

## ALLEMAGNE

### REPRESSEMENT ALLIEE

Coblence 17 février. — La Sureté militaire vient d'arrêter un nommé Kettler, éduquant nationaliste, comme complice de l'attentat perpétré il y a quelques jours contre le maire de Roxheim (Palatinat). Il a été trouvé chez lui une balle de revolver du même calibre que celles qui ont été tirées sur le maire de Roxheim.

De nombreuses arrestations ont été opérées également par la Sureté militaire avant-hier et hier à la suite des attentats qui ont été préparés en territoire non occupé par les organisations nationalistes.

A Kaiserslautern, le chef de la police et deux agents de son service ont été arrêtés comme instigateurs des troubles qui ont eu lieu dans cette ville. Six nouvelles arrestations ont été opérées ce matin à Pirmasens.

Si c'est de cette façon que les gouvernements alliés espèrent rétablir le calme en Allemagne, ils se trompent.

Ils ne peuvent par leurs mesures de coercition qu'intensifier la haine réciproque et nous entraîner dans de nouveaux conflits.

## ETATS-UNIS

### LA BIBLIOTHEQUE DE M. MORGAN TRANSFORMEE EN FONDATION PERPETUELLE

Washington, 17 février. — Le financier américain, M. Morgan, a décidé de transformer en fondation perpétuelle pour les étudiants, la bibliothèque de son père et le terrain sur lequel elle est construite.

Cette bibliothèque, dont la valeur actuelle est estimée à 7 millions de dollars, sera pourvue d'une dotation d'un million et demi de dollars.

## POLOGNE

### AVEC NOTRE ARGENT

Varsovie, 17 février. — M. Albert Thomas, directeur du Bureau international du travail, est attendu à Varsovie où il arrivera le 20 février.

M. Albert Thomas sera l'hôte du gouvernement.

M. Albert Thomas, socialiste notoire, continue sa petite randonnée à travers le monde. Les 100.000 francs par an qu'il touche à la Société des Nations ne lui suffisent pas ?

Nous aimions le voir à Genève, dans un fauteuil, cela nous coutait moins cher.

## ITALIE

### EBOULEMENT

Rome, 16 février. — A Doffi, près de Rome, trois ouvriers ont été tués par un éboulement survenu dans une carrière de pouzzolane.

## A TRAVERS LE PAYS

### MORT DE L'AMIRAL BOUÉ DE LAPEYRERE

Une dépêche de Paris annonce la mort de l'amiral Boué de Lapeyrere.

Né le 18 janvier 1852, l'amiral Boué de Lapeyrere avait été ministre de la marine de juillet 1909 à novembre 1910.

À cours de la guerre, il dirigea les premières opérations des Dardanelles.

Il était bien oublié déjà, ce qui montre la fragilité des gloires basées sur l'épée et le sang.

### ACCIDENTS DE MER

On annonce de Marseille que le vapeur italien *Francoppi*, attaché au port de Catane, venant d'Espagne avec un chargement de minerai, s'est échoué ce matin sur les hauts fonds au large de la Couronne-Carro.

L'équipage est resté à bord. Le navire cherche à se renflouer par ses propres moyens ; des remorqueurs sont partis de Marseille pour aller à son secours.

La mer est calme.

D'autre part, la station radiotélégraphique a intercepté un message transmis par le vapeur *Compiègne*, des Messageries Maritimes, et d'après lequel le *Cheliff* était mouillé approximativement par 38° 53' de latitude Nord, et 0° 08' de longitude Est. Une partie de l'équipage était restée à bord.

### LES HUIT HEURES

La Fédération régulière des mineurs du Gard adresse aux ouvriers un appel pour défendre la journée de huit heures et les salaires. Elle rappelle les décisions que les congrès d'Angers en 1922, et de Paris en 1923, ont prises en vue d'une action dans le cas où le Parlement porterait atteinte à la journée de huit heures.

Il faut que les travailleurs se soutiennent, et que l'offensive patronale contre les huit heures ne soit qu'un vaste four... bien mérité...

### LA GREVE CONTINUE

La tentative d'arbitrage faite par le juge de paix d'Alais entre les patrons filateurs et les ouvriers n'a pas abouti. Les patrons n'ont pas consenti à éléver l'offre faite de cinquante centimes d'augmentation. Les fileuses ont décidé de continuer la grève.

### DRAME DE L'ALCOOL

Parce que sa femme, lasse des mauvais traitements subis l'avait quitté, le mineur François Joly, âgé de 50 ans, d'Haillacourt, ivrogne invétéré, père de six enfants, est allé la trouver à son travail et l'a tuée de deux coups de couteau. L'assassin a été arrêté.

C'est en apprenant de pareils drames que ceux qui ont une trop forte propension à boire devraient essayer de se débarrasser de leur vice.

L'ivrognerie est une calamité.

## LA LUTTE POUR L'EXISTENCE

### 20.000 grévistes à Paris

(Suite)

### DANS LA CHAUSSURE

#### La Maison Monteux

On ne badine pas chez Monteux avec l'honnêteté ! Beaucoup moins qu'avec la loyauté. Deux ouvriers polonais, en se chaussant, au plus juste prix, voulaient résoudre en partie la question de la vie chère et récupérer quelque peu leur part de production, mais il va leur en cuire.

Ah, ce bon M. Marcel, quel type ! Il veut faire payer la guerre à ses serfs du bagne de la rue Bolivar, la guerre qu'il a gagnée à Limoges.

Par contre, il faut lui rendre cette justice qu'il était temps que la guerre finisse, car la fabrication des chaussures militaires avait mis les établissements Marcel Monteux à deux doigts de la faillite.

M. Monteux, par des procédés obliques avait réussi en 1920 à troubler la conscience de classe des travailleurs de « sa » maison. Oh, c'est un malin ! Il défend sa classe en réplissant sa caisse. Alors qu'il fait prendre au syndicat patronal la décision de 1 fr. 50 au maximum ; alors que beaucoup de patrons se considèrent comme liés par cette décision, M. Monteux s'en moque et donne des primes de 15 et 20 francs en abondance et fait annoncer des augmentations de tarif aux pièces. Comme loyauté et honnêteté, ce n'est pas mal !

La part du feu est aussi la part du mal.

### TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE

#### La Maison Monteux

On ne badine pas chez Monteux avec l'honnêteté ! Beaucoup moins qu'avec la loyauté. Deux ouvriers polonais, en se chaussant, au plus juste prix, voulaient résoudre en partie la question de la vie chère et récupérer quelque peu leur part de production, mais il va leur en cuire.

Ah, ce bon M. Marcel, quel type ! Il veut faire payer la guerre à ses serfs du bagne de la rue Bolivar, la guerre qu'il a gagnée à Limoges.

Par contre, il faut lui rendre cette justice qu'il était temps que la guerre finisse, car la fabrication des chaussures militaires avait mis les établissements Marcel Monteux à deux doigts de la faillite.

M. Monteux, par des procédés obliques avait réussi en 1920 à troubler la conscience de classe des travailleurs de « sa » maison. Oh, c'est un malin ! Il défend sa classe en réplissant sa caisse. Alors qu'il fait prendre au syndicat patronal la décision de 1 fr. 50 au maximum ; alors que beaucoup de patrons se considèrent comme liés par cette décision, M. Monteux s'en moque et donne des primes de 15 et 20 francs en abondance et fait annoncer des augmentations de tarif aux pièces. Comme loyauté et honnêteté, ce n'est pas mal !

La part du feu est aussi la part du mal.

### TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE

#### La Maison Monteux

On ne badine pas chez Monteux avec l'honnêteté ! Beaucoup moins qu'avec la loyauté. Deux ouvriers polonais, en se chaussant, au plus juste prix, voulaient résoudre en partie la question de la vie chère et récupérer quelque peu leur part de production, mais il va leur en cuire.

Ah, ce bon M. Marcel, quel type ! Il veut faire payer la guerre à ses serfs du bagne de la rue Bolivar, la guerre qu'il a gagnée à Limoges.

Par contre, il faut lui rendre cette justice qu'il était temps que la guerre finisse, car la fabrication des chaussures militaires avait mis les établissements Marcel Monteux à deux doigts de la faillite.

M. Monteux, par des procédés obliques avait réussi en 1920 à troubler la conscience de classe des travailleurs de « sa » maison. Oh, c'est un malin ! Il défend sa classe en réplissant sa caisse. Alors qu'il fait prendre au syndicat patronal la décision de 1 fr. 50 au maximum ; alors que beaucoup de patrons se considèrent comme liés par cette décision, M. Monteux s'en moque et donne des primes de 15 et 20 francs en abondance et fait annoncer des augmentations de tarif aux pièces. Comme loyauté et honnêteté, ce n'est pas mal !

La part du feu est aussi la part du mal.

### TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE

#### La Maison Monteux

On ne badine pas chez Monteux avec l'honnêteté ! Beaucoup moins qu'avec la loyauté. Deux ouvriers polonais, en se chaussant, au plus juste prix, voulaient résoudre en partie la question de la vie chère et récupérer quelque peu leur part de production, mais il va leur en cuire.

Ah, ce bon M. Marcel, quel type ! Il veut faire payer la guerre à ses serfs du bagne de la rue Bolivar, la guerre qu'il a gagnée à Limoges.

Par contre, il faut lui rendre cette justice qu'il était temps que la guerre finisse, car la fabrication des chaussures militaires avait mis les établissements Marcel Monteux à deux doigts de la faillite.

M. Monteux, par des procédés obliques avait réussi en 1920 à troubler la conscience de classe des travailleurs de « sa » maison. Oh, c'est un malin ! Il défend sa classe en réplissant sa caisse. Alors qu'il fait prendre au syndicat patronal la décision de 1 fr. 50 au maximum ; alors que beaucoup de patrons se considèrent comme liés par cette décision, M. Monteux s'en moque et donne des primes de 15 et 20 francs en abondance et fait annoncer des augmentations de tarif aux pièces. Comme loyauté et honnêteté, ce n'est pas mal !

La part du feu est aussi la part du mal.

### TRAVAILLEURS DE LA CHAUSSURE

#### La Maison Monteux

On ne badine pas chez Monteux avec l'honnêteté ! Beaucoup moins qu'avec la loyauté. Deux ouvriers polonais, en se chaussant, au plus juste prix, voulaient résoudre en partie la question de la vie chère et récupérer quelque peu leur part de production, mais il va leur en cuire.

Ah, ce bon M. Marcel, quel type ! Il veut faire payer la guerre à ses serfs du bagne de la rue Bolivar, la guerre qu'il a gagnée à Lim

# L'Action et la Pensée des Travailleurs

## Les grèves

Filieuses de soie du Gard. — La grève continue. Les patrons ne sont pas hostiles à une légère augmentation de salaires, mais ils voudraient surtout allonger la durée du travail.

Textile de Dunkerque. — Le mouvement est toujours général. Devant le juge de paix, les patrons ont déclaré qu'ils ne pourraient pas, les pauvres, augmenter les salaires.

Manufacture de Beauvais. — La grève, commencée par 200 ouvriers et ouvrières, atteint maintenant les deux fabriques. Le total des grévistes est de 800; l'Etat est un patron aussi mauvais que les particuliers.

Textile de Mirecourt. — Depuis le 7 février, la grève est déclarée pour obtenir la réintégration de plusieurs camarades.

Gimieries de Vitry-en-Perthois (Marne). — Les ouvriers de Louviers ont cessé le travail en réclamant une augmentation.

## CONTRE L'IMPÔT SUR LES SALAIRES

### Alerte à Rueil !

Ayant passé outre aux injonctions du grand argentin national Lasteyrie concernant l'impôt sur les salaires, les émeubles de notre camarade Guillemand, du Syndicat des Lithographes, malade depuis trois mois, sont menacés d'être vendus le mardi 19 février.

Les camarades de Rueil, Bougival, Chatou, Nanterre sont priés d'être présents dès la première heure, pour empêcher cette vente et pour recevoir, comme ils le méritent, les sous-verges du noble comte.

Soyons tous, demain, chez le camarade Guillemand, 20, boulevard Pétain, à Rueil.

L'Union Locale.

\* \* \*

Conformément aux décisions de notre assemblée générale, chaque imprimerie devra dès ce soir envoyer un délégué au bureau syndical, pour tous ordres utiles, concernant cette iniquité. Le bureau syndical restera, à cet effet, ouvert jusqu'à 22 heures.

G. MANGEOT,  
Secrétaire général des Lithographes.

### Alerte dans le 17<sup>e</sup>!

Dans le dix-septième, le camarade Albert Lucien, 36, rue Gauthier, doit être saisi le mercredi 20 février, pour n'avoir pas payé l'impôt sur les salaires.

Nous invitons tous les camarades des 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup>, Saint-Ouen, Clichy, Levallois à venir nombreux pour empêcher les valets de Lasteyrie d'accueillir leur triste besogne.

### AU SUJET DES JEUNESSES SYNDICALISTES

### Une autre chanson, S. V. p.

Dupuis quelque temps, me tenant un peu à l'écart du mouvement social, il m'arrive de ne pas suivre ce mouvement avec régularité et par suite de ne prendre connaissance des différentes nouvelles et des différents points de vue qu'avec un retard plus ou moins long. C'est ainsi que je viens de prendre seulement connaissance de la Vie Ouvrière.

Après avoir parcouru rapidement ce numéro du journal, mon regard fut attiré, en 4<sup>e</sup> page, — pardon, en 4<sup>e</sup> — j'oubliais qu'il y avait deux journaux dans le même, pour le même prix : l'un de 4 pages, l'autre, l'I.S.R., de 2 pages — par un article de Louis Jeanne, l'Œil de... Tom Poucette-frousse, sur « Les Jeunesse Syndicalistes et leur rôle éducatif ».

Comme on peut penser, par ce titre, je croyais trouver, dans cet article, un point de vue sur le rôle éducatif des Jeunesse Syndicalistes en général. Après avoir lu cet article, je fus déçu, il ne m'apprenait rien que je ne sache ; c'était la répétition, sous une autre forme, des attaques dont les Jeunesse Syndicalistes furent l'objet avant la guerre de la part des membres du Parti et des Jeunesse Socialistes et qui, il n'y a pas bien longtemps, furent reprises par les membres du Parti et des Jeunesse Communistes. Par le titre qu'il a donné à son article, je crois que le citoyen Louis Jeanne a dû se tromper, et que, selon moi, il eut été préférable qu'il lui donnât pour titre : « Critique des Jeunesse Syndicalistes, Apologie de la Jeunesse Syndicaliste Nationale des P. T. T. ».

J'ai eu quelques conversations, dit Louis Jeanne, avec les camarades et leur esprit « ma frappe. Pas de statuts ! disent-ils. Pas d'action corporative ! Laissons ce travail aux syndiqués adultes. »

Ce paragraphe suffit pour faire voir la méconnaissance complète que Louis Jeanne a du but et du rôle des Jeunesse Syndicalistes. Il s'étonne que nous n'ayons pas de statuts ! Les jeunes syndicalistes s'étonnent que l'on perde un temps infini à élaborer des statuts pour ne pas en tenir compte. Si Louis Jeanne donne encore que l'on ne tienne pas compte des statuts, je lui conseille d'aller à la C.G.T.U., où il trouvera des techniciens compétents pour lui expliquer la nécessité d'avoir des statuts pour... pouvoir les violer.

« Pas d'action corporative ! Laissons ce travail aux syndiqués adultes ». Eh oui ! Le rôle des Jeunesse Syndicalistes est de grouper des jeunes pour les éduquer, leur donner d'en faire des hommes conscients, des militants, leur action est la lutte contre tous les militarismes, car les Jeunesse Syndicalistes ne peuvent faire de l'action corporative sans se substituer aux syndicats, c'est pourquoi elles laissent ceux-ci faire cette action en tant que syndicats.

Quel Tom-Pouce-frousse dise à son plaisir que s'il veut être intéressant, il change la chanson — les paroles et la musique — car, même en changeant les paroles, elle devient rongaine. Qu'il lui dise d'inventer quelque chose de nouveau, car, malgré les attaques qu'elles subissent et les dissolutions dont elles sont l'objet, les Jeunesse Syndicalistes n'en subissent pas moins et leur mouvement se développe malgré ceux qui veulent l'enrayez.

N. SALEMPIER.

## L'UNITÉ EST EN MARCHÉ

### Les deux fédérations du Bâtiment en préparent la réalisation

Les deux fédérations du bâtiment se sont réunies hier toute la journée à la Bourse du travail de Paris et ont voté cette motion d'unité :

« Les deux délégations fédérales du bâtiment (C.G.T.U. et C.G.T.), réunies le dimanche 17 février pour examiner la question de l'unité, après examen de la situation, se sont mises d'accord pour la reconstitution de l'Unité fédérale sur les bases de la Charte d'Amiens dont elles rappellent les principes essentiels suivants :

« La C. G. T. groupe en dehors de toute école politique tous les travailleurs consciens de la lutte à mener pour la disparition du salariat et du patronat... »

« Comme conséquence, en ce qui concerne les individus le Congrès affirme l'entièreté liberté pour le syndiqué de participer, en dehors du groupement corporatif, à telle forme de lutte correspondant à sa conception philosophique ou politique, se bornant à lui demander, en réciprocité, de ne pas introduire dans le syndicat les opinions qu'il professera dans le bâtiment. »

« Pour réaliser cette Unité dans le bâtiment, les deux délégations ont envisagé la tenue d'un Congrès auquel seraient conviés tous les syndicats appartenant à l'une ou l'autre Fédération et ayant au moins une année d'existence sans discontinuité au sein de l'une ou de l'autre Fédération. »

« Ce Congrès, souverain, aura pour mission de consacrer définitivement l'Unité fédérale sur les bases indiquées ci-dessus et en prenant toutes garanties statutaires pour éviter l'intrusion des sectes »

### Le Comité National des Transports

La Fédération nationale des Moyens de transports, adhérente à la C. G. T., a tenu hier un Comité national fédéral sous la présidence de Molard, de Roubaix-Tourcoing.

Voici quelques extraits du procès-verbal :

Le Conseil entérine les élections du bureau fédéral, de la Commission exécutive fédérale et du Comité national.

Le secrétaire général fait le compte rendu de l'action fédérale depuis le dernier comité. Cette action est adoptée à l'unanimité.

Le Comité décide d'intensifier la propagande ; des tournées de réunion vont être organisées.

La situation économique créée par suite de l'augmentation du coût de la vie est ensuite envisagée.

Le comité tenant compte des diverses conditions de travail et de salaire existant dans les diverses catégories de transports et spécialement dans les tramways :

Considérant la hausse continue du coût de la vie, hausse due à la dévaluation du franc, conséquence des mesures fiscales prises par le gouvernement, et la nécessité de rajeunir les salaires au coût normal de la vie, décide d'engager une campagne à cet effet.

Considérant la situation spéciale créée aux syndicats de tramways par suite d'accords, contrats, conventions, etc., intervenus dans ces derniers mois, lesquels accords, contrats et conventions ne répondent plus aux conditions nouvelles du coût de la vie ;

Le Comité invite les organisations à étudier et à mettre en application une nouvelle formule de revendications, qui peut être la suivante :

Considérant que tout accord, contrat, n'ayant actuellement qu'une valeur relative, si on considère les fluctuations du coût de la vie ; considérant également qu'il est impossible que les salaires ne soient pas en rapport avec la cherté de la vie, le comité national fédéral considère qu'il y a lieu, afin d'éviter les discussions longues et énervantes avec le patronat, les compagnies et pouvoirs concédants, qu'une augmentation de salaires soit accordée automatiquement, augmentation variable suivant l'indice du coût de la vie.

Un salaire de base serait établi par chaque organisation, base qui servirait de départ pour l'établissement des nouveaux salaires.

Le comité national envisage ensuite les démarches effectuées et les résultats obtenus en ce qui concerne les modifications demandées à la loi des retraites (Petits Cheminots). L'action du bureau fédéral est approuvée.

Une discussion s'engage sur le texte ayant trait à la nouvelle formule de revendication de vie chère, laquelle est adoptée.

Les conflits de Lyon et de Marseille sont longuement discutés. Le comité national décide que les décisions du congrès fédéral de février 1923 ayant trait à l'augmentation de 0 fr. 03 doivent être appliquées à tous.

Le Congrès international des transports qui aura lieu en 1924 a donné lieu à un échange de vues. Le prochain comité national désignera ses délégués.

### AUX MILITANTS

Nous faisons tout notre possible pour que la tribune syndicaliste du Libertaire soit vivante, exacte, documentée.

Pour cela nous comptons sur le concours des militants de Paris, de la province et de l'étranger.

Toute la vie syndicale nous intéresse. Il faut nous faire connaître, le plus rapidement possible, les avis de réunions, les décisions, les revendications, les grèves, etc.

Informez le Libertaire. Répondez-le.

## A la C. E. confédérale

Je suis dans la pénible obligation de compléter le compte rendu non officiel de la séance de mardi dernier.

Le Comité contre la répression à travers le monde a signalé aux deux C. G. T. qu'en Russie le gouvernement malmenait rudement les grévistes, et que certains avaient été déportés.

La C. G. T., tout court, a répondu qu'elle protestait contre cette répression. La C. G. T., avec un U, a publié la phrase ci-dessous :

Des propositions concernant l'appui et la solidarité à apporter aux camarades étrangers victimes de l'action syndicale sont adoptées.

Que signifie cette phrase au juste ? Les diplomates de la rue Grange-aux-Belles seraient bien inspirés d'employer un langage clair, qui soit compris des syndiqués.

Oui ou non, la C. E. unitaire est-elle solidaire de tous les camarades étrangers victimes de l'action syndicale en Russie comme ailleurs ?

Pour moi, il n'y a pas de doute. La C. E. confédérale est contre la répression gouvernementale à l'égard de la classe ouvrière. Elle sait bien que pour avoir du poids dans ses protestations en France contre les excès de la police de M. Poincaré, elle doit, sous une forme qu'elle déterminera dans la plénitude de sa souveraineté, se prononcer contre les atroces de la Tchéka.

Le droit syndical doit être respecté d'autant plus que les gouvernements se respectent et commandent de la classe ouvrière.

Dans le pays de la dictature du prolétariat, il est inconcevable que des militants syndicalistes, représentants du prolétariat, soient traqués pire que dans les pays de dictature capitaliste, ce qui n'est guère avantageux pour les gouvernements « pro-laboureurs ».

Ou alors, je n'y comprends plus rien, et la raison sociale se trouverait dans la majorité contemporaine où chacun pratique une autonomie égoïste et fausse. Il y a des moments où j'ai envie de me faire naturaliser « démocrate ouvrier » dans la république des petits et grands bourgeois, et d'abandonner mes cartes syndicales (que je collectionne régulièrement depuis 1896, au citoyen Monmousseau, au vieux révolutionnaire qui est sur la brèche depuis longtemps, et que ses titres incontestables de militant syndicaliste désintéressé ont porté, avec le numéro un, au secrétariat de la C. G. T. unitaire, avec garantie du gouvernement russe).

Car, somme toute, je tiens au droit de protestation contre les iniquités du pouvoir. La lutte de classes m'apparaît, en Russie, comme la continuation de la Révolution, laquelle me semble rudement saillante avec la N. E. P., les concessions au capitalisme, la participation au concert des nations bourgeois.

C'est pourquoi la C. G. T. U. se doit de défendre les militants syndicalistes de Russie victimes de la répression gouvernementale.

B. BROUTCHOUIX.

### Jeunesse Syndicaliste du Bâtiment et des Travaux publics

### AUX OUVRIERS ET OUVRIÈRES SYNDIQUÉS A LA C. G. T. ET A LA G. G. T. U.

La patte brutale du capital s'abat sur nos pauvres épaulement à tous, le coût de la vie augmente terriblement, la journée de travail s'allonge, la Classe ouvrière est placée devant ce dilemme :

L'Esclavage ou la Révolte

Nous nous devons de réagir

L'unité doit nous redonner toute notre vigueur.

Seule l'unité peut assembler dans une unique force d'action, nos forces éparses.

L'Unité est-elle possible ? — Oui !

Et elle est indispensable.

Si vous la désirez ; si vous voulez qu'elle soit un fait, vous assisterez tous au

### MEETING

qui aura lieu à la grande salle de la Maison des Syndicats, 33, rue Grange-aux-Belles.

Jeudi 21 février, à 20 h. 30.

Venez nombreux pour affirmer unanimement votre désir d'unité.

### Le Bâtiment de Dunkerque pour l'Autonomie

Le Syndicat Unitaire des Travailleurs du Bâtiment de Dunkerque a tenu son assemblée générale le dimanche 12 février.

Après avoir liquidé la correspondance et les questions corporatives, la question de l'autonomie est venue en discussion. L'assemblée a félicité comme il convient les politiciens auteurs et responsables de l'assassinat de nos camarades le 11 janvier dernier dans la salle de la rue Grange-aux-Belles, à Paris. Elle déclare sa ralliement à la déclaration du Syndicat Unique du Bâtiment de la Seine et demande à la Fédération de prendre son autonomie vis-à-vis de la C. G. T. U.

Au cas où cette demande ne serait pas prise en considération, le syndicat déclare se retirer dans l'autonomie, tout en regrettant que ce soit pas compris ce geste d'assassinat qui s'impose.

Le syndicat demande au délégué de la première région de s'inspirer de cette décision, laquelle ne sera pas mise en application avant le congrès d'unité, qui doit se tenir fin mars ou commencement d'avril, et qui est appelé à statuer sur la conduite à tenir vis-à-vis des politiciens de la C. G. T. U.

Deux camarades ont été désignés pour assister au congrès minoritaire de Lille, F. GUINET, des Boulanger.

E. BONNE.

## Communicés Syndicaux

Union confédérée de la Seine (Ecole du Militant). — Les camarades qui assistent au cours de première année de l'Ecole du Militant sont avisés que le camarade Lapierre, absent de Paris, sera remplacé ce soir par le camarade Marty Roland.

On est prié d'être présent à 21 heures.

ameublement parisien. — Ce soir, à 20 h. 30 : Commission intersyndicale pour discuter sur le Congrès des fabricants, 2, rue Saint-Bernard.

Minorité des Boulanger. — Commission exécutive de soirée, à 17 heures, 8, avenue Mathurin-Moreau.

Présence indispensable.

Minorité des Employés. — La prochaine réunion se tiendra mercredi, à 20 h. 30, avenue Mathurin-Moreau. A l'ordre du jour, figure, comme première question : Elaboration d'un programme pour les employés de commerce de toutes les catégories

Industrie hôtelière. — Réunion du Conseil syndical ce soir, de 21 heures à 22 heures, salle des Commissions, premier étage, Bourse du Travail.

Métaux autonomes. — Il y a une permanence à la Bourse du Travail, 4<sup>e</sup> étage, bureau 24, tous les soirs, de 17 h